

For'UM Union pour la Méditerranée / **Marseille, jeudi 27 mai 2010**

Union for the Mediterranean "For'UM" meeting / **Marseille, 27 May 2010**

## **DISCOURS /SPEECH**

### **Stefania Craxi**

Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères d'Italie

Secretary of state for foreign affairs, Italy

Le report du II<sup>e</sup> Sommet de l'Union pour la Méditerranée, originellement prévu pour le 7 juin et très probablement repoussé à la fin du mois de novembre à Barcelone – en coïncidence avec le XV<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence qui a donné naissance, en 1995, au processus euro-méditerranéen – rend, à mon avis, plus que jamais nécessaire de faire le point sur les objectifs du processus d'intégration euro-méditerranéenne et sur la façon de les atteindre, à la lumière des difficultés rencontrées au cours de ces deux dernières années. Il exige aussi, dans le même temps, que le travail entamé à Paris et défini ici même à Marseille, avec les priorités d'action contenues dans la Déclaration de novembre 2008, soit poursuivi. L'Italie est bien consciente de la nécessité de garder vivant l'esprit de l'initiative euro-méditerranéenne, en privilégiant, surtout à ce stade, sa composante projective.

Dans un monde qui se définit de plus en plus en macro-régions, l'Europe ne peut se permettre de sous-estimer précisément cette région géographique et économique qui constitue son complément naturel. Seule une étroite collaboration entre l'Europe et les pays de la rive sud de la Méditerranée, considérée dans son acception la plus large, peut permettre d'envisager concurrencer les économies montantes comme la Chine, l'Inde ou le Brésil.

En effet, nonobstant la situation de crise économique et financière globale, les pays des rives sud et est de la Méditerranée ont terminé l'année 2009 avec des taux de croissance moyens de 4% et les prévisions 2010-2011 annoncent des croissances annuelles de 5%. La zone euro-méditerranéenne représente un marché potentiel de plus

de 600 millions de consommateurs, alors que les échanges commerciaux entre l'UE et les pays des rives sud et est de la Méditerranée ont atteint les 250 milliards d'euros en 2009.

\* \* \* \* \*

Le “Forum Économique et Financier pour la Méditerranée” organisé pour les 12 et 13 juillet prochains à Milan, constituera cette année encore, du point de vue italien, une importante opportunité de rencontre informelle entre gouvernements, secteur privé et experts de la région, centrée sur la promotion de la coopération économique en Méditerranée. Dans l'idée de poursuivre les projets, de favoriser les contacts entre les entreprises et le monde bancaire et financier, de donner forme aux propositions de projets contenues dans les programmes gouvernementaux des pays de la région.

À Milan, nous avons l'intention de proposer à nouveau des thèmes qui nous apparaissent prioritaires et d'actualité. En ce qui concerne **l'énergie**, notre attention se focalisera sur les réseaux et les marchés énergétiques, y compris les interconnexions électriques, et bien évidemment sur le secteur des énergies alternatives.

En référence à l'objectif de fournir un **soutien aux PME** de la région, outre les pays concernés et le secteur bancaire, la Banque Mondiale et la BEI, sont également invitées au Forum. Ainsi que vous le savez tous, l'Italie travaille depuis 2007 avec l'Espagne et un groupe de pays partenaires à l'initiative de soutien aux PMI de la région euro-méditerranéenne. De nombreux échanges de vues ont aussi eu lieu, à cet égard, avec nos amis français. Cette initiative est en voie d'être redéfinie à la lumière des résultats de la discussion qui s'est tenue à la BEI concernant les MBDI (Mediterranean Business Development Initiative) ayant fait l'objet d'une étude de faisabilité.

Sur le front des infrastructures, en collaboration avec ANCE (Associazione Nazionale Costruttori Edili) et les associations euro-méditerranéennes des entreprises du bâtiment, en accord avec les gouvernements et les institutions financières internationales, un “Plan d'action” pour le développement des connexions entre les réseaux terrestres et les Autoroutes de la Mer et le renforcement de la collaboration euro-méditerranéenne en matière de construction durable sera présenté et discuté, l'objectif étant aussi de favoriser l'implication des PME dans la réalisation des grands travaux d'infrastructure prévus.

La discussion visera à définir une stratégie commune pour l'amélioration de l'accès routier aux ports, la définition des connexions avec les grands couloirs ferroviaires de l'UE, le renforcement des liaisons avec l'arrière-pays, la création de *hubs* pour les "Autoroutes de la Mer" ainsi que le développement de plateformes logistiques dans les principaux ports des rives sud et est de la Méditerranée.

En référence aux instruments financiers et à la collaboration public-privé pour le développement des réseaux en Méditerranée, les activités du Fonds "INFRAMED", soutenu par la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG), EFG-Hermès Holding SAE (EFG) et autres investisseurs institutionnels, pour l'investissement dans les infrastructures des pays des rives sud et est de la Méditerranée, seront présentées. Une attention particulière sera accordée à l'analyse des modalités les plus opportunes afin que cette opération puisse réellement constituer une opportunité pour l'ensemble du système économique de production euro-méditerranéen, à travers l'implication des opérateurs leaders publics et privés du secteur.

Si j'ai le plaisir d'y faire particulièrement référence, c'est aussi parce qu'aujourd'hui, à Paris, (comme cela a été rappelé) doit avoir lieu la signature de l'accord Inframed, sous le signe lui aussi d'une forte collaboration italo-française pour la Méditerranée.

\* \* \* \* \*

L'Union Européenne est appelée, même dans les temps difficiles que nous traversons, à contribuer au développement de ses partenaires méditerranéens. Nous serons bientôt appelés à renouveler notre engagement au-delà de 2013 dans le cadre de la politique de rapprochement. Je suis certaine que la France et l'Italie collaboreront une fois encore afin que le montant des ressources soit à la hauteur des défis et que les instruments financiers soient adaptés aux exigences d'efficacité et de visibilité des aides.

L'Italie a toujours été favorable à la création d'une institution financière vouée à la Méditerranée. Je me plais à rappeler que la première proposition en ce sens a été formulée par Rome en 1990, après la chute du mur de Berlin. C'était le cas au milieu des années 1990, lorsqu'il a été question d'une Banque BMENA et cette volonté s'est répétée quelques années plus tard lorsque l'Espagne a relancé le projet. En signe de cette

continuité historique, nous ne manquerons pas de contribuer de façon importante à une initiative en ce sens. Je vous signale même dès à présent que le Parlement italien a déjà approuvé une motion de soutien et je crois que l'Assemblée Parlementaire Euro-Méditerranéenne (APEM), qui sera présidée pour un an par l'Italie, s'est aussi exprimée dans le même sens. Nous attendons avec grand intérêt de découvrir et de pouvoir examiner le rapport de la Commission Milhaud, à laquelle a également participé le professeur Bassanini.

Enfin, je voudrais rappeler qu'au sein du secrétariat de l'UpM, ce sera justement un Italien, le vice-secrétaire général, Lino Cardarelli, fort d'une longue expérience au plus haut niveau dans le secteur privé, qui s'occupera de ce domaine thématique.

Il existe des corrélations évidentes entre toutes ces initiatives, ne serait-ce que sous l'angle de la disponibilité des ressources et des mécanismes d'accès au crédit. Dans le même temps, il existe des aspects spécifiques en ce qui concerne les PME, tels que la création d'un cadre juridique favorable aux entreprises, les procédures de conciliation et surtout l'assistance technique et les mesures favorisant le rapprochement entre les institutions et les entreprises, en particulier les micro et petites entreprises ainsi que les entreprises innovantes. Je confirme l'intérêt italien à travailler encore sur ce thème, à la recherche de solutions qui donnent naissance à une initiative adaptée à l'ensemble des besoins, en signe de notre engagement commun à soutenir le développement méditerranéen. D'autant plus aujourd'hui, dans cette période difficile, qui nous incite à définir un nouveau modèle de développement pour l'ensemble de l'économie euro-méditerranéenne et à progresser vers une plus grande intégration, préalable indispensable pour que notre région puisse tenir un rôle important dans l'économie globale.

For'UM Union pour la Méditerranée / **Marseille, jeudi 27 mai 2010**

Union for the Mediterranean "For'UM" meeting / **Marseille, 27 May 2010**

## **DISCOURS /SPEECH**

### **Stefania Craxi**

Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères d'Italie

Secretary of state for foreign affairs, Italy

Il rinvio del II Vertice dell'Unione per il Mediterraneo, originariamente previsto per il 7 giugno e rimandato con molta probabilità alla fine di novembre a Barcellona - in coincidenza con il XV anniversario della Conferenza che dette avvio, nel 1995, al processo Euromediterraneo – rende, a mio avviso, più che mai necessario fare il punto sugli obiettivi del processo di integrazione euro-mediterranea e sul modo per perseguirli, alla luce delle criticità che sono state incontrate in questi due anni. Nel contempo, richiede che venga comunque portato avanti, concretamente, il lavoro iniziato a Parigi e definito proprio qui a Marsiglia con le priorità di azione contenute nella Dichiarazione del novembre 2008. L'Italia ha ben presente la necessità di tenere vivo lo spirito dell'iniziativa euro-mediterranea, privilegiandone, soprattutto in questa fase, la componente progettuale.

In un mondo che va sempre più definendosi in macro-aree, l'Europa non può pensare di sottovalutare proprio quella regione geografica ed economica che rappresenta il suo complemento naturale. Solo da una stretta collaborazione tra Europa e Paesi della sponda sud del Mediterraneo, inteso nella sua accezione più allargata, si può pensare di competere con le economie in crescita, come la Cina, l'India, il Brasile.

Nonostante la condizione di crisi economica e finanziaria globale, infatti, i Paesi della Sponda Sud ed Est del Mediterraneo hanno concluso il 2009 con tassi di crescita medi del 4%, mentre le previsioni 2010-2011 manifestano incrementi annui del 5%. L'area euro-mediterranea costituisce un mercato potenziale di oltre 600milioni di consumatori, mentre l'interscambio commerciale tra l'UE e i Paesi delle Sponda Sud ed Est del Mediterraneo ha raggiunto 250 Miliardi di Euro nel 2009.

\* \* \* \* \*

Il “Forum Economico e Finanziario per il Mediterraneo” organizzato per il 12 e 13 luglio prossimo, a Milano, costituirà anche quest’anno, nell’ottica italiana, un’importante opportunità di incontro informale tra Governi, settore privato ed esperti dell’area, focalizzato sulla promozione della cooperazione economica nel Mediterraneo. Con lo spirito di portare avanti i progetti, di favorire i contatti tra l’imprenditoria e il mondo bancario e finanziario, dare forma alle proposte progettuali contenute nei programmi dei Governi dei Paesi dell’area.

A Milano intendiamo riproporre temi che a noi appaiono prioritari e di attualità. Per quanto riguarda **l’energia**, l’attenzione si concentrerà sulle reti e sui mercati energetici, incluse le interconnessioni elettriche, con una ovvia attenzione anche al settore delle energie alternative.

Con riferimento all’obiettivo di fornire **sostegno alle PMI** nella regione, sono invitate al Forum la Banca Mondiale e la BEI, oltre ai Paesi interessati e al settore bancario. Come tutti sapete, dal 2007 l’Italia lavora con la Spagna e un gruppo di Paesi partner all’iniziativa di sostegno alle PMI della Regione euro-mediterranea. Vi sono stati, al riguardo, anche numerosi scambi di vedute con gli amici francesi. L’iniziativa è in via di definizione ulteriore, alla luce dei risultati della discussione in sede BEI in materia di MBDI (Mediterranean Business Development Initiative), oggetto di uno studio di fattibilità.

Sul fronte delle infrastrutture, in collaborazione con ANCE (Associazione Nazionale Costruttori Edili) e le associazioni euro-mediterranee delle imprese di costruzione, e in raccordo con i Governi e le Istituzioni Finanziarie Internazionali, sarà presentato e discusso un “Piano d’azione” per lo sviluppo delle connessioni tra reti terrestri e le Autostrade del Mare e la collaborazione euro-mediterranea nell’edilizia sostenibile, anche al fine di favorire il coinvolgimento delle PMI nella realizzazione delle grandi opere infrastrutturali previste.

La discussione sarà volta a definire una strategia comune per il miglioramento dell’accessibilità stradale ai porti, la definizione delle connessioni con i grandi corridoi ferroviari UE, il potenziamento dei collegamenti con l’hinterland, la creazione di *hub* per le cosiddette Autostrade del Mare, nonché lo sviluppo di piattaforme logistiche nei principali Porti delle Sponde Sud ed Est del Mediterraneo.

Con riferimento agli strumenti finanziari e alla collaborazione pubblico—privato per lo sviluppo delle reti nel Mediterraneo, verranno presentate le attività del Fondo “INFRAMED”, promosso da Cassa Depositi e Prestiti (CDP), Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG), EFG-Hemes Holding SAE (EFG), ed altri investitori istituzionali, per l’investimento in infrastrutture, nei Paesi delle Sponde Sud ed Est del Mediterraneo. Particolare attenzione verrà posta all’analisi delle modalità più opportune perché questa operazione possa davvero rappresentare un’opportunità per l’intero sistema economico produttivo euro-mediterraneo, attraverso il coinvolgimento degli operatori pubblici e privati leader del settore.

Ho il piacere di farvi specifico riferimento anche perché oggi, a Parigi, (come è stato ricordato) viene firmato l’accordo Inframed, anch’esso nel segno di una forte collaborazione italo-francese per il Mediterraneo.

\* \* \* \* \*

L’Unione Europea è chiamata anche nei tempi complessi che viviamo a contribuire allo sviluppo dei partner mediterranei. Presto saremo chiamati a rinnovare il nostro impegno oltre il 2013 nel quadro della politica di vicinato. Sono certa che Francia ed Italia collaboreranno ancora una volta affinché l’ammontare delle risorse sia all’altezza delle sfide e che gli strumenti finanziari siano adeguati alle esigenze di efficacia e visibilità degli aiuti.

L’Italia ha sempre sostenuto la creazione di un’istituzione finanziaria dedicata al Mediterraneo. Mi fa piacere ricordare che la prima proposta in tal senso venne formulata da Roma nel 1990, dopo la caduta del muro di Berlino. Così è stato a metà degli Anni Novanta, quando si parlò di Banca BMENA e la volontà si è ripetuta in anni vicini quando la Spagna rilanciò il progetto. Nel segno di questa continuità storica, non mancheremo di contribuire in modo importante ad un’iniziativa in tal senso. Segnalo anzi da subito che il Parlamento italiano ha già approvato una mozione di sostegno e credo che anche l’Assemblea Parlamentare euro-mediterranea (APEM), che per un anno sarà presieduta dall’Italia, si sia espressa nella stessa direzione. Attendiamo con grande interesse di conoscere e poter esaminare il rapporto della Commissione Milahud, cui ha contribuito anche il Prof. Bassanini.

Da ultimo, vorrei ricordare che nel Segretariato UpM sarà proprio un italiano, il Vice Segretario Generale, Lino Cardarelli, che viene da una lunga esperienza nel settore privato ai massimi livelli ad occuparsi di questa aerea tematica.

Vi sono evidenti correlazioni tra tutte queste iniziative, quanto meno sotto il profilo della disponibilità di risorse e meccanismi di accesso al credito. Vi sono al contempo profili specifici per quanto riguarda le PMI, quali la creazione di quadro giuridico favorevole alle imprese, le procedure di conciliazione e soprattutto assistenza tecnica e misure che favoriscano la vicinanza tra istituzioni ed imprese, in particolare quelle micro e piccole e quelle innovative. Confermo l'interesse italiano a lavorare ancora su questo tema, alla ricerca di soluzioni che diano vita ad una iniziativa adeguata ai bisogni complessivi, nel segno del nostro comune impegno a sostenere lo sviluppo mediterraneo. Tanto più oggi, in un momento difficile, che ci sprona ad individuare un nuovo modello di sviluppo per l'insieme dell'economia euro-mediterranea e per il progresso verso una sua maggiore integrazione, premessa indispensabile perché la nostra Regione sappia avere un ruolo importante nell'economia globale.